COMMENT LA FRANCE A-T-ELLE PERDU SA COMPÉTITIVITÉ ?
Conférence débat, 31 janvier 2013

Quelles sont les raisons qui ont conduit la France sur le chemin de la divergence de sa productivité et de ses coûts ? Depuis la fin des années 90, la balance commerciale française n’a cessé de se dégrader, le déficit commercial depuis le début de la crise économique commencée en 2008 n’étant que la continuation de cette tendance bien plus ancienne.

Les revenants, économistes de renom, spécialistes du marché du travail, de l’innovation, de la croissance ou du commerce international, ont présenté les résultats de leurs travaux afin d’apporter leur analyse sur cette tendance à la perte de compétitivité de l’industrie Française. Ils ont ainsi détaillé les raisons fondamentales de ces évolutions, faisant ainsi apparaître par contraste les voies d’un redressement productif.

**Axe « Politiques socio-fiscales »**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Co-animateurs:</th>
<th>Clément Carbonnier</th>
<th>Nathalie Morel</th>
<th>Bruno Palier</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Membres associés:</td>
<td>Daniel Benamouzig</td>
<td>Nicolas Duvaux</td>
<td>Claire Marbot</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Hélène Périvier</td>
<td>Etienne Wesnier</td>
<td>Michael Zemmour</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Contexte de référence:**
Cette table ronde a été organisée conjointement par l’axe “politis socio-fiscales” du LIIEP et par le programme “Modèles nationaux de croissance et protection sociale”, organisé par B. Palier et N. Morel (Centre d’études européennes de Sciences Po) avec le CEPREMAP et le soutien de la DREES (Ministère des Affaires sociales). Ce programme vise à interroger le rôle dévolu à la protection sociale dans les stratégies nationales de croissance développées au cours de la dernière décennie dans différents pays développés ou émergents. Il s’agit plus largement de (re)penser les relations entre le fonctionnement de l’économie, dont les structures sont de plus en plus bouleversées, et les mécanismes de protection sociale, actuels ou renouvelés.

**Clément CARBONNIER**

**Nathalie MOREL**
Sociologue, spécialiste des politiques sociales en Europe, ses travaux portent notamment sur les politiques de prise en charge des jeunes enfants et des personnes dépendantes, sur les politiques d’investissement social et sur les politiques de soutien aux emplois domestiques.

**Bruno PALIER**
Bruno Palier est Directeur de recherche du CNRS au Centre d’études européennes de Sciences Po. Il est spécialiste de l’analyse comparée des réformes des systèmes de protection sociale en Europe. Il travaille actuellement sur les politiques d’investissement social, l’européanisation des réformes de la protection sociale et les relations entre stratégie économique et politiques sociales.

**Philippe Asknazy**
Directeur de recherches au CNRS, Professeur associé à la Paris School of Economics, membre du CAE


Une hypothèse forte réside dans la bulle spectaculaire affectant leurs valeurs du capital. Ainsi, l’explosion du poids de l’immobilier comme actif relatif à la valeur ajoutée contribue, en plus d’un accès à la propriété foncière plus difficile car plus cher, à une hausse significative des fonds propres des entreprises et déséquilibrera les redistributions de capital internes à l’entreprise en la fragilisant.

**Gilbert CETTE**
Professeur associé à l’Université d’Aix-Marseille, Directeur des analyses microéconomiques de la Banque de France

Les mauvaises performances commerciales internationales ne sont pas dues à la spécialisation des produits ou aux choix géographiques d’exportation. L’explication est plutôt du côté des salaires, les coûts du travail élevés pénalisent les marges des sociétés non-financières.

Gilbert Cette rappelle que le taux d’épargne des SNF françaises se dégrade, alors qu’on observe une croissance continue des dividendes des SNF. Il pointe également le manque d’innovation qui prive de gains de compétitivité potentiels. Le stock de brevets par personne employée déposez auprès de l’OEB reste significativement en dessous de celui de l’Allemagne.

Il préconise des réformes structurelles de long terme visant à déréguler les marchés des services et du travail pour générer des gains de productivité à travers le retour à la compétitivité de l’économie française. À moyen terme, il préconise le transfert d’une assiette masse salariale à une assiette large revenue pour le financement des prestations sociales universelles. Le CICE va dans ce sens.

**Philippe Martin**
Professeur d’économie, Directeur du Département d’économie de Sciences Po, membre du CAE

Le nombre d’exportateur est révélateur de la perte des parts de marché à l’international. Ainsi, 5% des exportateurs représentent 90% des exportations agrégées en France, alors que les 5% des plus gros exportateurs allemands comptent pour 80% des exportations.

Cette diminution du nombre d’exportateurs reflète le déficit de profitabilité des exports pour les PME. L’explication n’est pas le coût excessif du travail industriel mais les coûts liés aux services qui représentent une part importante, alors que la valeur ajoutée exportede. Ainsi, la modération salariale dans les services en Allemagne a permis une modération des prix à l’export mais surtout une hausse relative des marges, permettant d’investir dans des activités de recherche et développement, d’où la montée en gamme des produits exportés.

Philippe Martin rappelle enfin l’importance d’importer des produits intermédiaires à bas coûts pour jouer à la baisse sur la compétitivité prix des exportations.

**Bruno Durieux**
Ex ministre délégué au commerce extérieur, président du Comité national des conseillers aux affaires extérieures

Bruno Durieux rappelle que l’exportation est le moteur et le cinquième de l’activité des entreprises françaises dans le monde est opéré depuis la France. Les reculs de part de marché ne donnent qu’une vision partielle des performances françaises.

Il considère que le coût du travail n’est pas déterminant dans la perte de compétitivité française. La performance Allemande est d’être le 2ème importateur mondial. Il faut importer pour exporter.

Enfin, il souligne le mauvais management des entreprises françaises. Les relations entre l’entreprise et ses parties prenantes sont mauvaises. Les filières sont groupées en Alleman mais fonctionnent sur le système d’appel d’offre en France.